

APPELS À PROPOSITIONS 2022

RÈGLEMENT DE L'APPEL

Date de publication : 01/12/2021

Référence : AP-Init-2022-02 [PV]

RENFORCEMENT DU RÔLE DES POPULATIONS CLES ET VULNERABLES VIS-A-VIS DU VIH, DE LA TUBERCULOSE ET/OU DU PALUDISME POUR L'AMÉLIORATION DE LEUR SANTÉ ET LEUR BIEN-ÊTRE

Clôture de l'appel : 24 JANVIER 2022 A 12:00 (UTC+1)

Demande d'accès au lien Cloud pour téléverser votre proposition : **entre le 8 décembre 2021 et le 19 janvier 2022 (dernier délai)**

1. INTRODUCTION

Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial (FM) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle apporte une assistance technique et des appuis financiers catalytiques aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies et des systèmes pour la santé.

Parmi les pays éligibles aux appuis de L'Initiative se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie. Les évolutions récentes de L'Initiative amplifient son effet catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies.

L'Initiative est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Son budget est sur le triennum actuel de 38,88 M€ / an (2020-2022) et provient de 9 % de la contribution française au Fonds mondial. L'Initiative est pilotée par un comité de pilotage où le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) a trois sièges, dont celui de président.

Pour l'année 2022, L'Initiative lance trois appels à projets, complémentaires mais distincts : le présent appel à projets, l'AP-Init-2022-02, portant sur le renforcement du rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur santé et leur bien-être, l'appel AP-Init-2022-01 portant sur le renforcement des systèmes pour la santé à tous les échelons (communautaire au national), et enfin l'appel AP-Init-2022-03 portant sur la recherche opérationnelle sur les liens entre VIH, papillomavirus et cancers associés.

2. CONTEXTE

L'approche intégrée et transversale aux trois pandémies développée dans l'AP-Init-2022-01 et l'AP-Init-2022-03 est complétée dans cet appel par un renforcement du rôle des populations clés et vulnérables qui demeurent exclues des systèmes de santé. Cette approche reflète une volonté de promouvoir le travail pour et avec les populations en situation de vulnérabilité, populations clés mais également les jeunes filles et les femmes qui représentent aujourd'hui la majorité des nouvelles infections du VIH et sont particulièrement vulnérables au paludisme et à la tuberculose.

Le renforcement du rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur santé et leur bien-être reste un défi essentiel dans la lutte contre les grandes pandémies. En effet, chez ces populations l'incidence, la mortalité et les résistances liées aux grandes pandémies sont plus importantes en comparaison avec la population générale. Dans ce contexte, la société civile tient un rôle majeur dans l'empowerment des populations clés et vulnérables en tant qu'actrices à part entière. En effet, lorsque les populations sont au centre des interventions, elles participent de manière significative à l'amélioration d'une part de leur santé et de leur bien-être et d'autre part d'un environnement favorable vis-à-vis des droits humains et de l'accès aux soins. Cela peut se traduire par des actions de plaidoyer et par la délivrance de services de santé.

Pour lever les obstacles d'accès aux soins et aux droits, le Fonds mondial, l'Organisation mondiale de la santé et les Partenaires Techniques et Financiers recommandent aux Etats d'adapter leurs services aux besoins spécifiques de ces populations et d'investir dans des programmes permettant un meilleur accès à la santé et aux droits. Le meilleur moyen d'y parvenir est de faire participer effectivement et qualitativement les populations-clés et vulnérables à l'élaboration, à la mise en œuvre, à la surveillance et à l'évaluation de ces services de santé, de même qu'aux décisions politiques et aux financements qui les concernent. En effet, placer les populations clés au centre de la démarche permet de développer des services sur mesure et ainsi de renforcer à la fois la qualité et l'accessibilité des services.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie 2023-2028¹ le Fonds Mondial prévoit le renforcement, le soutien et la participation effective des populations à travers l'objectif premier de collaborer avec les personnes et les communautés et de répondre à leurs besoins en santé via trois objectifs qui se renforcent et se complètent :

- Maximiser des systèmes de santé intégrés et centrés sur la personne pour plus d'impact, de résilience et de pérennité
- Maximiser l'engagement et le leadership des communautés les plus touchées afin que e personne ne soit laissé pour compte
- Maximiser l'équité en matière de santé, l'égalité des genres et les droits humains

Concernant plus particulièrement l'approche genre, L'Initiative s'est engagée dès 2016 avec Expertise France, le MEAE et le FM pour une intégration transversale du genre et des droits humains dans l'ensemble de ses activités, notamment dans ses appels à projets et les projets qu'elle finance². En effet, la lutte contre les pandémies touchant les populations clés et vulnérables ne peut s'envisager de manière durable qu'au travers de l'égalité de genre, du respect et de la promotion des droits humains.

3. OBJET DU PRESENT APPEL A PROJETS

Le présent appel à projets est lancé dans le but de sélectionner des projets complémentaires et/ou en soutien du Fonds mondial visant à renforcer le rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur état de santé et de leur environnement. L'Initiative encourage :

- 1) la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer et d'empowerment adaptées, sensibles au genre, en vue de la promotion de leurs droits humains et d'un meilleur accès aux services de santé.
 - 2) l'amélioration de la qualité des services de santé et leurs accès par et pour les populations clés et vulnérables, grâce à des stratégies adaptées, sensibles au genre et intégrées aux communautés.
- Ces projets doivent être à visée catalytique, c'est à dire en capacité de faire évoluer les pratiques et / ou les politiques.

¹ Cadre stratégique du Fonds mondial 2023-2028 :

https://www.theglobalfund.org/media/11255/strategy_globalfund2023-2028_framework_fr.pdf

² L'Initiative a notamment développé un Webinaire Genre à destination des expertes et des experts techniques pour leur permettre de prendre en compte le genre dans leurs missions d'assistance technique. Ce Webinaire est composé de quatre outils : une vidéo d'introduction et de présentation, et de trois modules « Genre et pandémies », « Genre et type d'appui » et « Genre et méthodologies de mission ». Conçu pour le Canal d'expertise, cet outil pourra également être utile dans le développement et la mise en œuvre de projets. Vous y trouverez également une bibliographie indicative. Le Webinaire est consultable ici : <https://www.initiative5pour100.fr/encourager-prise-en-compte-du-genre>

BENEFICIAIRES CIBLES DES PROJETS :

Ce sont prioritairement les suivantes (les projets soumis n'ont pas l'obligation de cibler l'ensemble des populations mentionnées ci-après, ni de manière spécifique les pluri-vulnérabilités) :

Populations-clés : les populations-clés sont celles qui sont plus fortement exposées ou touchées par au moins une des trois maladies et qui sont parties prenantes de la riposte. Elles ont généralement un accès moindre aux services et peuvent être criminalisées et/ou marginalisées.

Sont généralement considérées comme populations-clés :

- Pour le VIH : les personnes vivant avec le VIH, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs et travailleuses du sexe et leur clientèle, les personnes transgenres, les consommateurs.ices de drogues et leurs partenaires, les personnes incarcérées ou en détention, les réfugié-es, les migrant-es, les personnes déplacées ou mobiles ;
- Pour la tuberculose : les personnes vivant avec le VIH, les consommateurs.ices de drogues, les personnes incarcérées ou en détention, les réfugié-es, les migrant-es, les personnes déplacées ou mobiles ;
- Pour le paludisme : les femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans, les populations autochtones vivant dans les régions où le paludisme est endémique, les réfugié-es, les migrant-es, les personnes déplacées ou mobiles ;

Autres populations vulnérables pour les trois maladies : populations qui présentent une plus grande fragilité dans un contexte particulier et qui ne rentrent pas dans les catégories citées ci-dessus, parmi lesquelles, les enfants et adolescentes, les jeunes filles et femmes et les personnes en situation de handicap.

Les différentes populations vulnérables n'étant pas des groupes homogènes, cet appel à projets encourage la prise en compte des **intersectionnalités** (pluri-vulnérabilités), comme par exemple l'appartenance à différentes populations clés (ex. travailleuse du sexe et usagère de drogue), à différents groupes socio-ethniques, catégories d'âge etc.

TYPES D'ACTIVITES ELIGIBLES (QUI PEUVENT SE COMPLETER AU SEIN D'UN MEME PROJET)

- **Le renforcement des capacités et des compétences³ des acteurs nationaux et communautaires.** Une attention particulière sera portée à l'ingénierie pédagogique, notamment en s'assurant de l'analyse des besoins initiaux, la conception et le suivi des formations y compris sur le terrain, la qualité des formations dispensées, la consolidation des acquis, l'évaluation des compétences ciblées et l'implication des bénéficiaires à toutes les étapes et niveaux du projet.
- **La mise en place de stratégies d'empowerment des populations pour augmenter l'impact des politiques et des services de santé et d'accompagnement adaptés aux besoins des populations clés et vulnérables.** Des activités spécifiques visant le genre et l'empowerment des femmes afin qu'elles puissent prendre part aux activités de plaidoyer et défendre leur droits sont encouragées. Cela peut comprendre également la problématique de l'auto-stigmatisation des populations clés (processus qui conduit les populations à ne pas prendre soin d'elles-mêmes).

³ Le **renforcement des capacités** d'une organisation vise à améliorer sa performance potentielle. Le **renforcement des compétences** d'un individu vise à améliorer sa capacité à mobiliser des procédures, connaissances et savoir-faire pour faire face à une situation. Pour aller plus loin, il est recommandé aux candidats de consulter les ressources disponibles sur le site de L'Initiative : <https://www.initiative5pour100.fr/index.php/documents/evaluation-renforcement-de-societe-civile-vis-vis-du-fonds-mondial-202> et [Evaluation - Renforcement des compétences du personnel de santé | L'Initiative \(initiative5pour100.fr\)](#)

- **Le développement et la mise en œuvre de plans de plaidoyer adaptés et ciblés en vue de la prise en compte systématique des besoins des populations clés et vulnérables dans les stratégies d'intervention ; de leur implication et représentation effective dans les mécanismes de coordination et de prise de décision et de l'amélioration de leur environnement tant en termes d'offre de soins adaptée que de défense des droits humains.**
- **Les violations des droits humains font partie des barrières à l'accès à une santé de qualité pour les populations vulnérables.** L'Initiative encourage les porteurs à analyser les cadres juridiques, à identifier les lacunes de la mise en application de ceux-ci et à les faire évoluer si nécessaire. Sont également encouragées **l'identification et la documentation des cas de violations des droits humains** à travers le recueil et l'analyse de données fiables et désagrégées sur les obstacles et les violations des droits rencontrés par les populations dans l'accès aux soins (y compris les cas de violences basées sur le genre dans l'accès aux soins). Enfin, une attention particulière sera portée à l'inclusion de stratégies combinées pour intégrer la question des droits humains et des discriminations : éducation juridique et capacitation des populations vulnérables, formation des professionnels de santé, sensibilisation des législateurs et agents des forces de l'ordre par exemple.
- **La promotion des approches communautaires par et pour les populations clés et vulnérables afin de leur fournir des services adaptés au sein même des communautés,** via la mobilisation de pairs éducateurs/trices, d'agents de santé communautaire (ASC), la délégation de tâches ou le développement d'intervention en stratégie avancée (structures mobiles ...). **La mise en place de stratégies pour assurer un meilleur statut et rémunération des ASC dans les projets sera encouragée.**
- **Des activités en lien avec le papillomavirus humain (HPV) et les cancers associés,** ainsi qu'avec les violences gynécologiques et obstétricales

Nous attirons l'attention des porteurs principaux sur les points suivants⁴ :

- **La nécessité d'impliquer les populations vulnérables tout au long du projet, pour garantir un impact optimal et une appropriation pérenne ;**
- **Les projets doivent viser une meilleure compréhension, appréhension et diffusion des spécificités et besoins des populations clés et vulnérables** en promouvant des solutions accessibles et durables aux personnes les plus discriminées.
- **Les projets doivent porter une attention particulière à la cohérence et à la synergie avec les interventions des différentes parties prenantes dans le pays.**
- **Les projets doivent s'assurer autant que possible du continuum des soins pour les populations visées.**
- Sont encouragés les interventions ciblant les travailleur.se.s du sexe, souvent porteur.se.s de pluri-vulnérabilités, mais plus rarement visées par les projets.
- **Les projets présentés peuvent comporter des activités de recherche opérationnelle (par exemple la constitution d'une baseline, la vérification d'une approche ou d'outils innovants, l'utilisation des méthodologies en sciences sociales pour démontrer la pertinence et l'efficacité de la démarche engagée),** mais celles-ci ne pourront néanmoins pas être majoritaires dans le projet.
- Afin de proposer des stratégies d'action pertinentes, il est primordial que les projets proposés intègrent **une approche genre transversale** pour la conception, la mise en œuvre et la coordination de projet. Ils devront prendre en compte de manière spécifique les besoins des

⁴ Ces leçons sont pour la plupart issues des évaluations transversales de projets précédemment financés par L'Initiative. Ces évaluations sont disponibles ici : <https://www.initiative5pour100.fr/notre-impact-0#SE>

femmes, des hommes, et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, s'efforcer de combler les inégalités existantes et de transformer les rôles attribués par la société aux hommes et aux femmes ainsi que les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, qui renforcent ces inégalités, notamment dans les vulnérabilités aux pandémies et l'accès aux soins. Cette approche genre s'appliquera également aux populations clés, qui ne constituant pas des populations homogènes, ont des besoins différents en fonction de leur genre et de leur âge, et subissent particulièrement les violences, notamment basées sur le genre. Pour cela, L'Initiative encourage fortement les porteurs principaux à développer des **projets ayant un objectif spécifique voire un objectif général** explicitement consacré à la promotion des droits des femmes et l'égalité de genre.

- En ligne avec les conventions internationales⁵, la constitution de l'OMS⁶ et le document d'orientation du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères sur les droits humains et le développement « une approche de la coopération au développement fondée sur les droits humains », il est également primordial que les projets proposés intègrent **une approche fondée sur les droits humains** pour la conception, la mise en œuvre et la coordination de projet. Ils devront veiller de manière spécifique à rendre les bénéficiaires des projets acteurs et actrices de leur propre développement⁷, favoriser la mise en œuvre des obligations internationales des États de respecter, de protéger et de mettre en œuvre les droits humains. Cette approche fondée sur les droits humains devra également veiller à agir en faveur du refus des discriminations, du respect des minorités, de l'égalité entre les femmes, les hommes, et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre et enfin de la protection des populations en situation de vulnérabilité en accord avec la stratégie de la France en Santé mondiale (2017-2021).

4. CRITERES D'ADMISSIBILITE

Les projets ne respectant pas la totalité des critères d'admissibilité seront jugés non admissibles et seront rejetés sans être évalués. A cet effet, une checklist des critères est annexée au présent règlement.

Dans le cadre de cet appel à projets, il convient de distinguer trois types de participations possibles à chaque projet :

- Le « porteur principal » est l'organisme qui dépose la lettre d'intention, puis le dossier complet en cas de présélection, et qui sera récipiendaire unique de la subvention de L'Initiative ;
- Les « partenaires de mise en œuvre », qui sont impliqués dans la conception et la mise en œuvre du projet et qui reçoivent une délégation budgétaire de la part du porteur principal ;
- Les « parties prenantes », autres organisations associées au projet mais sans recevoir de délégation budgétaire (autres bailleurs, bénéficiaires, institutions nationales ...).

Expertise France vérifiera dans un premier temps que chaque projet soumis répond à l'ensemble des critères d'admissibilité suivants :

⁵ L'Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires... »

⁶ La Constitution de l'OMS établit que « la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un de ses droits fondamentaux de tout être humain ».

⁷ Cible 16.7 des ODD : « Faire en sorte que le processus de prise de décisions soit souple, ouvert à tous, participatif et représentatif à tous les niveaux ».

4.1. NOMBRE LIMITE DE CANDIDATURES

Pour cet appel à projets (AP-INIT-2022-02-PV), une organisation ne peut être porteur principal que sur deux projets au maximum. Une organisation ne peut soumettre en tant que porteur principal que trois projets sur l'ensemble des appels à projets de 2022 (RSS, PV, RO). Il n'y a pas de limite de participation en tant que partenaire de mise en œuvre ou partie prenante.

4.2. DUREE

La durée des projets doit être comprise entre 24 et 36 mois.

4.3. MONTANT DEMANDE

Le montant total de la subvention de L'Initiative devra couvrir au moins 50 % du budget du projet et sera compris entre 500 000 € et 3 000 000 €.

L'inclusion d'un cofinancement⁸ d'au moins 10 % du budget total du projet est obligatoire pour les structures dont le budget annuel est supérieur à 5 millions d'euros. L'inclusion d'un cofinancement sera jugée de façon favorable pour toutes les autres structures. **Le budget annuel sera établi sur la base du total des charges (dépenses) du dernier exercice validé (2020) soumis en annexe 5 et du déclaratif de l'année 2021 en phase 1. Ce dernier sera vérifié en phase 2 sur la base des rapports validés, si le projet est présélectionné.**

4.4. PAYS ELIGIBLES DE MISE EN OEUVRE

Les projets devront être mis en œuvre exclusivement dans les pays suivants :

- | | |
|----------------------|------------------------------------|
| ▪ Algérie | ▪ Liban |
| ▪ Bénin | ▪ Liberia |
| ▪ Birmanie / Myanmar | ▪ Madagascar |
| ▪ Burkina Faso | ▪ Mali |
| ▪ Burundi | ▪ Maroc |
| ▪ Cambodge | ▪ Maurice |
| ▪ Cameroun | ▪ Mauritanie |
| ▪ Comores | ▪ Mozambique |
| ▪ Congo | ▪ Niger |
| ▪ Côte d'Ivoire | ▪ République centrafricaine |
| ▪ Djibouti | ▪ République démocratique du Congo |
| ▪ Ethiopie | ▪ République dominicaine |
| ▪ Gabon | ▪ Rwanda |
| ▪ Gambie | ▪ Sénégal |
| ▪ Ghana | ▪ Sierra Leone |
| ▪ Guinée | ▪ Tchad |
| ▪ Guinée équatoriale | ▪ Thaïlande |
| ▪ Guinée-Bissau | ▪ Togo |
| ▪ Haïti | ▪ Tunisie |
| ▪ Laos | ▪ Vietnam |

⁸ Sur fonds propres ou externes (autre bailleur de fonds)

4.5. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

Les projets soumis pourront être mis en œuvre dans un seul ou plusieurs pays. Les projets ne sauraient excéder 3 pays de mise en œuvre sauf s'ils sont adossés à un réseau ou une organisation régionale non-étatique préexistante⁹. Dans ce dernier cas, la proposition de projet ne doit pas excéder 5 pays de mise en œuvre. Les projets multi-pays devront s'insérer dans une dynamique régionale clairement justifiée.

4.6. STATUT ET PARTENARIATS

Conditions à remplir pour pouvoir prétendre à une subvention :

- Le projet doit avoir comme porteur principal une personne morale ayant son conseil d'administration/ son comité dirigeant et son siège enregistrés dans un pays éligible ou en France. Les Organisations Internationales¹⁰, à l'exception des organisations régionales non étatiques, ne pourront être ni porteur principal ni partenaire de mise en œuvre du projet ; elles pourront cependant être parties prenantes sans recevoir de délégation budgétaire.
- Les projets doivent obligatoirement être mis en œuvre en partenariat avec un organisme local dans le pays de mise œuvre. Dans le cas d'un projet multi-pays, cela signifie qu'il faut au moins un organisme local dans chacun des pays de mise en œuvre. Dans ce dernier cas uniquement, le porteur principal n'aura pas l'obligation d'avoir des partenariats dans son pays d'origine.
- Le porteur principal comme les partenaires de mise en œuvre ne doivent pas avoir de dispositions statutaires qui n'autoriseraient pas Expertise France ou tout auditeur externe désigné par Expertise France à effectuer des contrôles et vérifications sur place et à avoir un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le projet sera réalisé, y compris à tous les documents et données informatisés concernant la gestion technique et financière du projet.

4.7. CAPACITES DE GESTION

Le porteur principal doit disposer des capacités de gestion suffisantes pour gérer le budget demandé.

Ces capacités de gestion seront établies sur la base, notamment, de la présentation de l'organisation, du total des charges (dépenses) de son dernier exercice validé, du dernier rapport d'audit validé, de son budget prévisionnel 2022, et de la description de l'équipe actuellement en charge de la gestion administrative et financière de l'organisation.

Le coût moyen annuel du projet¹¹ ne devra pas excéder 70 % du budget annuel du porteur principal. Ce budget annuel sera établi sur la base du total des charges (dépenses) du dernier exercice validé (2020) et du déclaratif de l'année 2021, soumis en annexe 5.

Par exemple, pour une organisation dont le total des charges (dépenses) du dernier exercice validé est égal à 1 million d'euros, le montant total du projet ne devra pas excéder 700 000 euros en moyenne par an, soit un total de 1,4 million d'euros sur 24 mois ou de 2,1 millions d'euros sur 36 mois.

⁹ Réseaux régionaux ou plateformes régionales

¹⁰ Organisation des Nations Unies et agences associées, organisations étatiques régionales

¹¹ Calculé sur la base du budget total du projet et non sur la part demandée à L'Initiative.

En phase 2 de l'appel à projets: une attention particulière sera portée sur la part du budget annuel du porteur déjà financée par L'Initiative.

4.8. COMPLETEUDE

Les dossiers soumis devront comprendre l'intégralité des documents et informations demandés dans la **section 8**. Tout dossier incomplet sera rejeté d'emblée. Les documents manquants ne seront pas réclamés à posteriori auprès des porteurs principaux.

4.9. RENOUVELLEMENT DE PROJETS

Dans le cas où le projet proposé constitue la poursuite ou l'extension d'un projet précédemment financé par L'Initiative, le dossier devra comporter une note d'une page maximum présentant **ses résultats et les leçons apprises, les évolutions envisagées eu égard aux résultats de la phase précédente, ainsi que les éventuelles études disponibles réalisées dans le cadre du projet**. En cas de présélection, les documents complets et notamment l'évaluation finale seront demandés.

5. ELIGIBILITE DES COUTS

Sont **éligibles** notamment les coûts directs suivants :

- Les coûts du personnel affecté au projet, correspondant aux salaires réels (bruts) augmentés des charges patronales et des autres coûts entrant dans la rémunération. Ils ne doivent pas excéder les salaires et coûts normalement supportés par le porteur principal ou le cas échéant ses partenaires, à moins d'une justification a priori indiquant que les excédents sont indispensables à la réalisation du projet ;
- Les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes participant au projet, pour autant que la solution retenue soit financièrement saine et économiquement avantageuse. Pour les perdiem : le montant du perdiem par nuitée devra être au maximum égal au taux fixé par le Ministère français de l'Économie et des Finances (disponible ici : http://www.economie.gouv.fr/dgfip/mission_taux_chancellerie/frais), à l'exception des perdiem pour les personnels et participants nationaux qui sont fixés en accord avec Expertise France. Pour les transports : les transports devront être réalisés en classe économique, hors autorisation spécifique préalable d'Expertise France donnée par écrit ;
- Les coûts d'achat ou de location d'équipements et de fournitures (neufs ou d'occasion) spécifiquement pour les besoins du projet, pour autant que ces coûts correspondent à ceux du marché ;
- Les coûts de prestation de services, pour autant qu'ils correspondent à ceux du marché, et qu'ils soient justifiés par rapport aux besoins du projet ;
- Les coûts de biens consommables ;
- Les coûts découlant directement d'exigences pour la bonne réalisation du projet (par exemple diffusion d'informations, traductions, reproductions, assurances...), y compris les frais de services financiers (notamment le coût des transferts et des garanties financières) prévus dans le budget ;

- Les achats de véhicules indispensables à la mise en œuvre d'activités essentielles au bon fonctionnement du projet ;
- Les coûts relatifs aux activités de prévention, de diagnostic et de prise en charge des patients au niveau communautaire à la condition qu'ils ne soient pas déjà entièrement couverts par le Fonds mondial ou par les autorités nationales ;
- Les produits de santé, uniquement dans le cadre d'activités pilotes ou innovantes ayant vocation à un passage à l'échelle ou relevant de l'éventuel volet de recherche opérationnelle ;
- Les coûts (ressources humaines et activités) dédiés au suivi-évaluation et à la capitalisation qui devront représenter entre 5% et 10% du budget global du projet, incluant au moins le coût d'une évaluation intermédiaire pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euros et dont la durée est de 36 mois ;
- Le budget peut inclure une provision pour imprévus de 5% maximum et peut prévoir une ligne de frais administratifs jusqu'à 7%.
- Les projets avec un volet de plaidoyer conséquent pourront prévoir un budget pour structurer leur fonction de plaidoyer ainsi que garantir la protection des plaideurs (frais d'avocat + frais de soins + frais d'hébergement pour mise à l'abri) et des capitalisations des interventions de plaidoyer tout au long de l'intervention du porteur.

Ne sont pas éligibles :

- Les salaires et primes de fonctionnaires ou tout autres salaires déjà financés par d'autres programmes, notamment ceux du Fonds mondial ;
- Les frais de fonctionnement des Instances de Coordination Nationale ou *Country Coordinating Mechanisms* (CCM) ;
- Les dépenses de construction de bâtiments, hors coûts raisonnables pour des travaux de rénovation, de réhabilitation ou de mise aux normes nécessaires à la mise en œuvre d'activités spécifiques ;
- Les frais de structure autres que les frais administratifs (7% maximum) ;
- Les dettes et les provisions pour pertes ou dettes.
- Les intérêts débiteurs.
- Les coûts déjà financés dans un autre cadre.
- Les achats de terrains ou d'immeubles.
- Les pertes de change.
- Les crédits à des organismes tiers.
- Les frais de transport et indemnités de séjour de personnels du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.
- Les financements en cascade non autorisés («regranting» ou sous-subsidations). Cependant, la mise en œuvre du projet, en partenariat avec d'autres structures, impliquant des transferts financiers est possible sous réserve :
 - que les partenariats soient exposés dans les différents documents de l'appel à projets (notamment dans le plan d'action, le budget, le tableau de gestion des risques) ;
 - que les coûts prévisionnels correspondant à leur intervention aient été détaillés au même titre que les autres coûts prévisionnels du projet.

Tous les porteurs principaux doivent prendre connaissance de l'onglet « 2.1 Notice budgétaire » de l'annexe 2.

Nous portons notamment votre attention sur les deux éléments suivants :

- Pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euro et dont la durée est de 36 mois, une évaluation intermédiaire doit être programmée et budgétée dans les coûts (ressources humaines et activités) liés au suivi-évaluation et à la capitalisation.
- Une évaluation finale pourra être conduite par des consultant.es extérieur.es mandaté.es par L'Initiative sur certains projets (budget pris en charge par L'Initiative).

6. CRITERES D'EVALUATION

Critères d'évaluation de la phase 1 :

- Conformité des objectifs du projet par rapport à l'appel à projets ;
- Sélection des bénéficiaires du projet pertinente et cohérente par rapport à leurs besoins ;
- Pertinence de la stratégie proposée et des modalités d'intervention ;
- Démarche claire de renforcement de capacité et de compétences
- Intégration d'une approche genre transversale ;
- Logique de renforcement et de complémentarité avec les subventions du Fonds mondial ;
- Pertinence et cohérence géographique, notamment dans le cadre de projets multi-pays ;
- Pertinence du partenariat : choix des organismes locaux établis dans le ou les pays de mise en œuvre ; et implication des partenaires de mise en œuvre dans la conception du projet et la mise en œuvre de ses activités ;
- Cohérence du budget.

La grille d'examen synthétique des lettres d'intention avec la pondération de chaque critère est publiée sur le site de L'Initiative: <https://www.initiative5pour100.fr/appele-propositions>

Lors de la phase 2, les éléments suivants seront déterminants dans le choix des projets sélectionnés pour financement (**ces éléments seront détaillés aux porteurs principaux présélectionnés à l'issue de la phase 1 et sont ici fournis à titre indicatif**) :

- **Contexte** : qualité du diagnostic et réponse aux besoins identifiés (pertinence géographique, valeur ajoutée, alignement avec les plans stratégiques nationaux, complémentarité avec des interventions déjà existantes...).
- **Complémentarité et articulation avec les subventions du Fonds mondial**. Une lettre de soutien du ou des CCM des pays concernés sera jugée de façon favorable ;
- **Forte association et implication des partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes**. Pertinence de la répartition des activités en fonction du secteur d'intervention, de l'expertise et des capacités de gestion de chaque porteur principal et des partenaires de mise en œuvre.
- **Logique d'intervention** :
 - Pertinence des objectifs (général et spécifiques) du projet ;

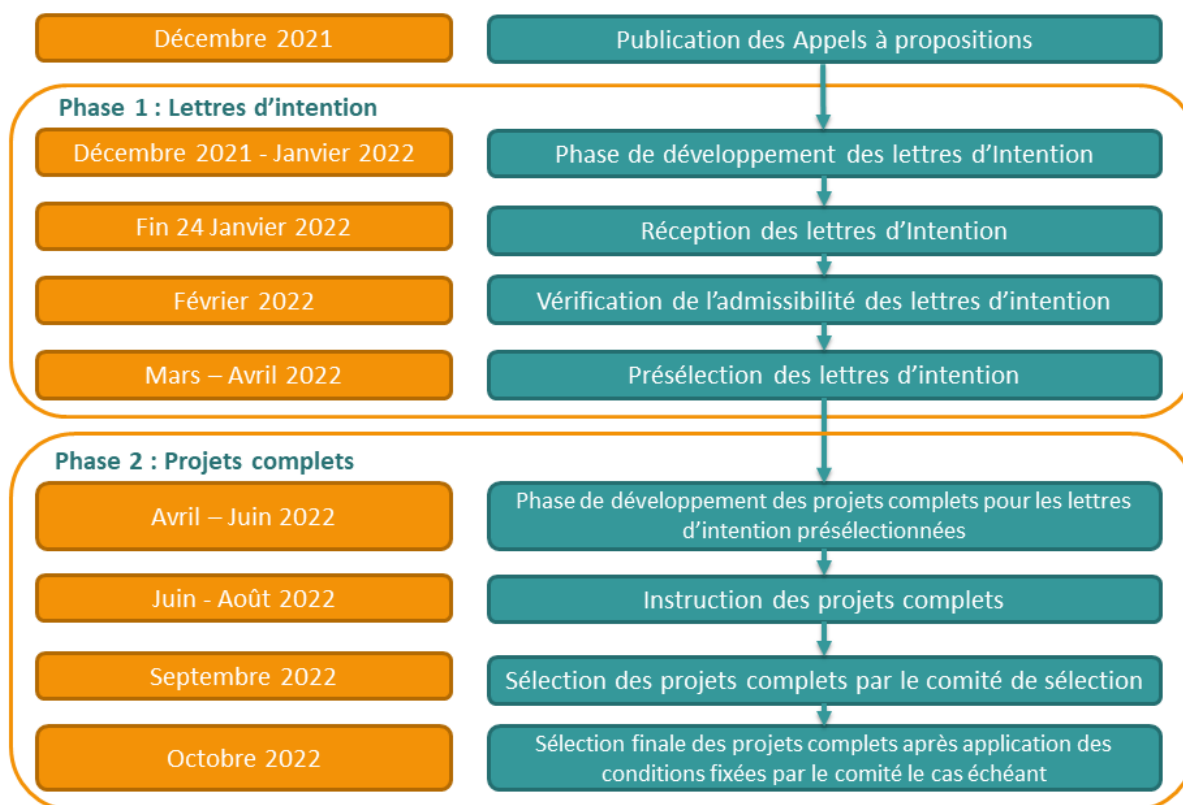
- Cohérence des activités avec les résultats attendus ;
- Choix et implication des bénéficiaires, équilibre en termes de genre .
- **Renforcement des compétences et des capacités** : s'appuyant sur une méthodologie structurée (analyse des besoins, baseline et cibles attendues, approche pédagogique (ex articulation entre théorie et pratique), plan de formation, évaluations des acquis, transfert des connaissances dans les pratiques);
- **Dispositif solide de suivi et évaluation du projet** : solidité et structuration du cadre logique, qualité des indicateurs, ressources humaines et matérielles dédiées au suivi-évaluation, plan de suivi-évaluation, intégration de l'évaluation intermédiaire si le montant et la durée du projet l'imposent, démarche de capitalisation systématisée dès le début et tout au long du projet pour faciliter le passage à l'échelle de bonnes pratiques et le partage de leurs résultats. Des ressources méthodologiques seront mises à disposition par L'Initiative pour accompagner les futurs porteurs.
- **Stratégie de sortie : durabilité des résultats du projet au-delà des activités financées**. Des pistes concrètes de pérennisation financière et institutionnelle seront décrites.
- **Approche transversale sensible au genre et aux droits humains**, et prise en compte des besoins spécifiques des femmes, des hommes, et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, pour combler les inégalités et de transformer les rôles attribués par la société qui augmentent les vulnérabilités aux pandémies et l'accès aux soins.
- **Budget** : cohérence générale par rapport aux activités prévues, répartition entre porteur principal et partenaires de mise en œuvre, éligibilité des coûts, rigueur des calculs.
- **L'inclusion d'expertise technique dans le but de renforcer les capacités organisationnelles et/ou techniques¹² du porteur principal et/ou des organisations partenaires sera jugée de façon favorable**, dès lors que les besoins identifiés seront décrits et justifiés dans la proposition de projet.
- **L'intégration d'une analyse du potentiel impact du projet sur l'environnement sera évaluée positivement**. Plus précisément, l'intégration d'approches environnementales et de solutions soutenables dans les opérations telles que la gestion des approvisionnements et des stocks, la gestion des fournitures et la gestion des déchets sera jugée de façon favorable.

7. SELECTION DES PROJETS

Le processus de sélection des projets comporte deux phases.

Durant la phase 1, les projets feront l'objet d'une présélection sur la base de lettres d'intention. Durant la phase 2, seuls les projets des porteurs principaux présélectionnés recevront le dossier type de soumission des projets complets. Ces projets complets feront l'objet d'une instruction et seront ensuite présentés au comité de présélection au mois d'octobre 2022.

¹² Approche genre, suivi et évaluation, gouvernance, gestion Financière, etc.



Le Comité de Présélection¹³ est composé de membres représentant les organismes suivants :

- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Ministère des Solidarités et de la Santé
- Agence Française de Développement
- Alliance pour les Sciences de la Vie et de la Santé (Aviesan)
- Croix-Rouge française
- La Commission Santé de Coordination Sud (société civile française)

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est également invité à participer au Comité de Présélection.

Les décisions du comité sont discrétionnaires et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours.

La convention de subvention pour chaque projet sélectionné par le Comité de Présélection de L'Initiative devra être signée et la mise en œuvre du projet devra démarrer dans les 12 mois à compter de la date de notification de sélection. Le financement des projets ne satisfaisant pas ces conditions sera désengagé.

¹³ La composition de ce comité peut être sujette à modification.

8. DOSSIERS DE PROPOSITION : DOCUMENTS A FOURNIR

Les modèles mentionnés ci-dessous sont disponibles en français et en anglais sur le site de L'Initiative : <https://www.initiative5pour100.fr/appele-propositions> .

Les dossiers de propositions devront être rédigés en français ou en anglais et devront inclure les documents ci-dessous :

1. La **lettre d'intention** (selon le nouveau modèle fourni en annexe 1)
2. Le **budget simplifié** exprimé en euros (selon le modèle fourni en annexe 2 – Onglet 2.2 Budget)
3. Le **formulaire administratif** (selon le modèle fourni en annexe 3)
4. La **copie des statuts** de l'organisme porteur principal (en français ou en anglais)
5. **Dernier exercice validé** (2020) et déclaratif pour 2021. Le budget annuel sera établi sur la base du total des charges (dépenses) du dernier exercice validé (2020) et du déclaratif de l'année 2021 (qui sera vérifié en phase 2 sur la base des comptes validés, si le projet est présélectionné)
6. Le **budget prévisionnel** de l'organisme porteur principal pour l'année 2022
7. Le **dernier rapport d'activités** annuel
8. Le **dernier rapport d'audit** validé
9. Les **lettres d'engagement** pour chacune des organisations partenaires intervenant dans la mise en œuvre du projet. Veuillez noter qu'elles seront obligatoirement demandées en cas de présélection de votre projet.

9. MODALITES DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE PROPOSITION

Les dossiers complets de proposition devront être téléversés sur le Cloud d'Expertise France avant **le 24 janvier 2022 à 12h00 (heure de Paris - UTC+1)** (date et heure de téléversement faisant foi).

Les porteurs principaux devront faire la **demande d'un lien d'accès au Cloud entre le 8 décembre 2021 et le 19 janvier 2022** en envoyant un email intitulé « demande de lien + numéro d'appel à projet + thématique choisie (RSS ou PV) » à l'adresse suivante : i5pc-ap@expertisefrance.fr. Un email contenant le lien et les codes d'accès sera envoyé en réponse, dans les plus brefs délais. Ce lien permettra à chaque porteur principal d'accéder à un espace individuel sur le Cloud, auquel seuls le porteur principal et les administrateurs de L'Initiative auront accès, et d'y télécharger les dossiers de proposition. **Les demandes de lien d'accès envoyées après le 19 janvier seront refusées.**

Un seul lien d'accès sera créé et envoyé au porteur principal par projet, et sur demande uniquement.

Le Cloud sera ouvert pour le téléchargement des dossiers de proposition **jusqu'au 24 janvier 2022 à 12h00 (UTC+1)**.

Il est vivement recommandé de démarrer le téléchargement des documents de la proposition sur le Cloud le plus tôt possible avant l'échéance du 24 janvier 2022 à midi afin de prendre en compte le temps nécessaire au téléchargement, qui peut varier selon la taille des documents et la qualité de la connexion à internet.

Les documents téléchargés **devront impérativement** suivre la nomenclature suivante :

- 1. Lettre d'intention_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 2. Budget_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 3. Formulaire_administratif_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 4. Statuts_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 5. Exercice (*insérer 2020 ou 2021*)_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 6. Budget 2022_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 7. Rapport activités (*insérer année*)_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 8. Rapport audit (*insérer année*)_*numéro appel_initiales du porteur principal*
- 9. Lettre partenaire (*insérer nom du partenaire*)_*numéro appel_initiales du porteur principal* (Si plusieurs documents, numéroter 9a. 9b. 9c. etc)

10. FOIRE AUX QUESTIONS

L'ensemble des questions relatives à cet appel à projets doivent être envoyées à l'adresse i5pc-ap@expertisefrance.fr, par email uniquement, **au plus tard 17 janvier 2022 à 12h00 (UTC+1)**.

Les réponses aux questions reçues dans les délais impartis seront mises en ligne sur le site de L'Initiative (<https://www.initiative5pour100.fr/actualites>) au fur et à mesure.

Il relèvera de la responsabilité des organismes de se tenir informés des réponses dès lors qu'elles seront publiées sur le site de L'Initiative.